



SANS-ABRISME ET PROSTITUTION

UNE ANALYSE FÉMINISTE ET DE TERRAIN

Pierrette PAPE	isala asbl ¹
Barbara RONDIAT	isala asbl

Peut-on établir des liens entre prostitution et sans-abrisme ? C'est à cette question que l'association isala a été appelée à répondre, sur la base de son action de terrain auprès des personnes prostituées à Bruxelles, et de son expertise sur la réalité du système prostitutionnel en Belgique et en Europe.

L'association isala rassemble des bénévoles, de tous âges et de toutes origines, qui agissent sur les causes et les conséquences de la prostitution, en soutenant les personnes prostituées et en mobilisant la société contre le système qui les exploite. Créée fin 2013, l'association est active sur le terrain depuis 2015 au travers de deux activités centrales dans son action : nous allons tous les jeudis à la rencontre des personnes en situation de prostitution, sur deux lieux, Yser et Avenue Louise, à Bruxelles. C'est une démarche citoyenne et de soutien inconditionnel qui refuse l'indifférence envers les personnes prostituées et la normalisation du système prostitutionnel. Par ailleurs, nous offrons un lieu d'accueil, la permanence, tous les vendredis après-midi, où les personnes peuvent venir prendre du temps pour elles, dans une atmosphère bienveillante et d'écoute. Elles peuvent être accompagnées dans leurs démarches et bénéficier d'un cours de français gratuit. En 2017, nous avons fait plus de 700 rencontres, les jeudis soir. Nous avons accompagné 13 personnes différentes dans leurs démarches et leurs projets.

Les femmes et les quelques hommes que nous rencontrons et accompagnons viennent de Bulgarie, de Roumanie, du Maroc, d'Albanie, d'Équateur (principalement des transsexuelles), du Nigéria, de Lituanie, de Hongrie, de Turquie... Dans l'écrasante majorité des cas, ces personnes sont victimes de la traite

des êtres humains et vivent en grande précarité, dans l'isolement. Elles ne connaissent personne à Bruxelles, ne savent pas s'orienter dans la ville, ne parlent pas français, et nous constatons qu'elles proviennent très souvent de minorités (minorité turcophone en Bulgarie, femmes Roms, transsexuelles) ou ont vécu des situations personnelles, familiales, migratoires et/ou économiques qui les ont fragilisées. Cette réalité correspond bien à la réalité de la prostitution dans le monde : un système qui exploite en priorité les plus vulnérables.

Lorsque ces personnes viennent à notre permanence, elles nous demandent de les accompagner dans des démarches diverses, comme l'inscription à la commune ou au CPAS, bénéficiaire d'aides pour la santé ou la nourriture, mais aussi trouver des formations ou un logement décent qui leur permettent de commencer leur sortie de prostitution dans de bonnes conditions. Nous voyons clairement que le logement joue un rôle fondamental dans la vie des personnes, que ce soit parce qu'il pourrait permettre de s'en sortir, ou au contraire (et c'est majoritairement le cas dans le contexte actuel) parce que les montants des loyers (lié à l'importance fondamentale du logement pour vivre décemment) empêchent les personnes de trouver des alternatives à la prostitution. Nous allons donc ici partager notre analyse, à partir d'exemples de notre réalité de terrain, mais aussi de données européennes.

COMMENT LE SANS-ABRISME PEUT MENER À LA PROSTITUTION

Toute personne sans-abri ne va pas forcément être amenée à se prostituer. Mais une grande partie des femmes (et comparativement très peu d'hommes) qui sont dans la rue ont été impliquées d'une manière ou d'une autre dans la prostitution. Un quart des femmes que l'association britannique St Mungo's accueille dans son centre ont été impliquées ou sont encore impliquées dans la prostitution. Ce chiffre monte à une femme sur trois parmi celles qui dorment dans la rue². Le réseau européen FEANTSA (Fédération européenne des associations nationales travaillant avec des sans-abri) cite d'autres chiffres dans d'autres pays d'Europe montrant les liens directs entre sans-abrisme et prostitution pour les femmes dormant dans la rue³. Pour ces femmes, recourir à la prostitution est une manière de « gagner » une place où dormir, soit en dormant chez un homme contre un rapport sexuel, soit en utilisant l'argent d'un rapport sexuel tarifé pour se payer l'hôtel.

Quand on regarde autour de soi dans la rue, on voit plus d'hommes que de femmes sans-abri. Cela s'explique par le fait que les femmes vont développer des stratégies pour éviter la rue. La rue représente un danger permanent pour les femmes. Comme le dit un travailleur social aux États-Unis, « quand on voit une femme dans la rue, on ne se demande pas si elle a été violée,

mais combien de fois elle a été violée⁴. Les femmes sans-abri ont souvent vécu des violences sexuelles, non seulement dans la rue, mais aussi avant de perdre leur logement. Pour comprendre comment les femmes en arrivent à la prostitution lorsqu'elles sont sans-abri, il est important de savoir comment elles en arrivent à devenir sans-abri, car leur histoire contiendra des éléments favorisant les probabilités d'en arriver à la prostitution une fois dans la rue.

En effet, les causes principales du sans-abrisme chez les femmes sont liées à la domination masculine dans la société, comme l'est également l'existence même de la prostitution. Les études menées sur le vécu des femmes sans-abri arrivent à la même conclusion : une majorité d'entre elles ont vécu des violences dans leur vie. Le rapport 2015 de l'association Simon Communities en Irlande montre que 92 % des femmes rencontrées disent avoir été victimes d'une ou plusieurs formes de violence au cours de leur vie, et 72 % ont vécu de la violence pendant l'enfance⁵. La violence conjugale en particulier a été identifiée comme une cause importante du sans-abrisme chez les femmes au niveau européen⁶. Pour un tiers des femmes en Belgique, la violence conjugale a directement contribué à leur sans-abrisme⁷. Les ruptures familiales, la consommation de drogues, l'impact des violences sur la santé mentale, sont autant de facteurs qui renforcent la vulnérabilité des femmes dans la rue.

Une autre cause évidente du sans-abrisme au féminin est la fermeture ou le manque de refuges pour les femmes victimes de violence, dans un contexte d'austérité. Les coupes budgétaires sur les allocations sociales ont également un impact : les femmes en sont plus dépendantes que les hommes, car elles ont plus de responsabilité envers les personnes dépendantes dans leur famille, elles ont des revenus moindres et vivent dans une précarité économique plus grande que les hommes. Le sous-emploi des femmes et la ségrégation stéréotypée du monde du travail jouent un rôle en ce que cela vulnérabilise les femmes, qui ne trouvent pas de travail dans les secteurs mieux rémunérés (cantonnées qu'elles le sont, bien souvent, aux secteurs féminisés et donc moins bien rémunérés) et parce qu'elles sont plus souvent à temps partiel, ce qui ne permet pas forcément de payer leur loyer et leurs dépenses de base.

Or, aujourd'hui, les services pour les personnes sans-abri sont principalement structurés autour des besoins des hommes ; il n'y a pas d'espace pour les femmes entre elles, pas assez de personnel féminin formé aux

violences sexuelles et conjugales, ainsi qu'à la réalité de la prostitution. Les témoignages des femmes sans-abri font part de violences subies dans les centres d'accueil⁸. Les associations et les services sociaux constatent une plus grande proportion chez les femmes de problèmes de drogue ou de santé mentale comparé aux hommes, ce qui reflète le degré fort d'abus et de violences qu'elles vivent dans la rue⁹. Dans ces conditions, de nombreuses femmes en arrivent à préférer avoir recours à la prostitution pour pouvoir se payer une chambre d'hôtel afin d'éviter la rue. Leur histoire de violences répétées crée les conditions pour accepter la situation prostitutionnelle, comme stratégie de survie : comme les autres victimes de violences sexuelles, elles peuvent déjà être sujettes à des phénomènes de dissociation et/ou de décorporalisation, qui facilitent en quelque sorte le passage à l'acte prostitutionnel¹⁰. La prostitution va renforcer les conséquences des violences sexuelles, et rendre les femmes encore plus vulnérables et à risque.

Cette forme de prostitution est peu connue, ignorée, voire considérée comme de la « débrouille » alors qu'il s'agit d'une violence supplémentaire vécue par les femmes sans-abri pour s'en sortir. Inclure la réalité vécue par les femmes sans-abri dans le débat sur la prostitution permet de mieux comprendre comment la notion de consentement ne suffit pas à définir des choix éclairés et à favoriser une sexualité égalitaire et épanouissante. Pour toutes ces femmes sans-abri qui recourent à la prostitution, s'il y a consentement à un rapport sexuel tarifé, il n'y a en tout cas pas de désir réciproque ni d'égalité avec la personne qui achète le rapport sexuel. Dans cette perspective, il est donc important de se rendre compte de l'impact que les politiques publiques sur la prostitution vont avoir pour les personnes sans-abri. Dans un pays réglemmentariste, qui considère la prostitution comme un choix ou un métier, les femmes obligées de recourir à la prostitution pour survivre au sans-abrisme ne seront pas soutenues, elles pourront même dans certains pays être criminalisées pour racolage, et risquent de tomber dans des réseaux. C'est pourquoi il est intéressant de voir que des associations soutenant les personnes sans-abri demandent l'abolition du délit de racolage et la pénalisation des clients de prostitution¹¹. Dans les pays abolitionnistes, où la prostitution est considérée comme une violence et un obstacle à l'égalité femmes-hommes, ces femmes peuvent avoir accès à des parcours de sortie, et des accompagnements plus holistiques sont mis en place entre associations.

PROSTITUTION, SANS-ABRISME ET PARCOURS MIGRATOIRES

Les parcours migratoires jouent également un rôle direct sur l'accès ou non au logement, et partant de là, sur la vulnérabilité des femmes migrantes face aux violences et à la prostitution. Le manque d'accès au logement pour les femmes migrantes est une cause directe de leur entrée en prostitution et donc de la violence vécue. Les quatre situations concrètes que nous allons présenter vont montrer pourquoi les femmes migrantes sont particulièrement à risque, et donner une idée claire des enjeux politiques et sociétaux urgents à résoudre.

La première situation a été relevée par une enquête réalisée par Unicef en 2016, dans les camps de transit, et plus particulièrement les camps situés en France. Cette enquête montre la banalisation de la prostitution dans les situations humanitaires. De jeunes femmes et souvent des mineures, Ethiopiennes, Erythréennes, Kurdes, échangent leur corps contre l'accès à certains terrains spécifiques, jugés plus sécurisés et/ou plus proches des lieux de passages vers l'Angleterre¹².

La seconde situation se déroule lors de l'arrivée sur le territoire belge. Les jeunes femmes ne savent pas où aller et sont parfois directement orientées par le passeur vers des maisons de passes où elles peuvent même se retrouver séquestrées, et leurs éventuels papiers confisqués. D'autres profitent de la vulnérabilité de ces femmes dès leur arrivée, et plus particulièrement autour de l'Office des étrangers : des personnes, le plus souvent des hommes, proposent un logement temporaire à ces femmes, qui se retrouvent ensuite dans des situations où elles sont violées et prostituées et n'ont d'autre choix que d'accepter la situation afin de pouvoir continuer à se loger¹³.

Une troisième situation est celle des femmes déboutées de la demande d'asile, sans papiers : un pourcentage important de femmes arrivant en Belgique dans le cadre de l'asile ont été victimes d'un grand nombre de violences basées sur le genre et ce depuis leur enfance, et cela perdure lors du trajet de migration et à leur arrivée ici. Ce vécu traumatique et la précarité économique (dont le manque d'accès au logement) dans laquelle se retrouvent ces femmes lorsqu'elles sont déboutées, créent des conditions de vulnérabilité extrême qui en font des victimes faciles pour le système prostitueur¹⁴. Certaines femmes sont également contraintes à être prostituées par leur compagnon au moment où la demande d'asile

n'aboutit pas. Nous avons ainsi aidé une jeune femme qui savait ce qui l'attendait à la sortie d'un centre, et l'avons mise en contact avec une association qui a trouvé des solutions d'hébergement hors du système classique, qui est, comme nous l'avons déjà soulevé, bouché. C'était la seule solution pour cette jeune femme afin d'échapper aux menaces et aux violences qui découleraient d'un refus d'entrer en prostitution.

La dernière situation consiste à noter que certaines femmes, particulièrement jeunes et vulnérables, même en ayant obtenu les papiers, se retrouvent sans logement et sont parfois obligées d'avoir des relations sexuelles en échange d'un logement. Il faudrait pouvoir renforcer les équipes des services en charge de l'accompagnement des personnes mais aussi augmenter la capacité d'accueil des maisons d'hébergement pour les femmes dans cette situation.

En conclusion, le fait d'être femme et migrante, et plus spécifiquement demandeuse d'asile, complique l'accès au logement. Au vu du vécu souvent traumatique lié aux violences masculines dont elles ont été victimes dans leur histoire et leur parcours, ces femmes sont beaucoup plus susceptibles d'être prises dans des réseaux de prostitution et d'être victimes d'abus et de violences pour le simple accès à un hébergement, qui est pourtant un droit fondamental.

LES LIENS ENTRE PROSTITUTION ET SANS-ABRISME/LOGEMENT PRÉCAIRE

Regardons maintenant la situation des personnes prostituées : quelle est leur réalité en termes de logement ? Selon l'étude française ProSanté de 2013, 39% des personnes prostituées vivent dans un logement précaire (hôtel, centre d'hébergement). Selon notre expérience à isala, la majorité des personnes que nous rencontrons sont victimes de la traite, n'ont pas de permis de séjour et donc pas la possibilité de signer des baux déclarés. Une minorité peut aller au CPAS pour demander une aide au logement, mais cela ne suffit souvent pas. Nous avons déjà plusieurs fois rencontré des femmes qui viennent en fin de mois à Yser pour pouvoir payer leur loyer. La majorité des personnes vivent en hôtel, louent un appartement ou une petite chambre « au noir », sont dans des logements insalubres et parfois très chers. Si des problèmes surviennent dans leur logement, elles n'ont aucun recours contre les propriétaires. Certaines changent très souvent de logement,

d'autres dorment dans la rue. De manière générale, le logement, en situation de prostitution, est instable et n'est pas conforme à la dignité humaine.

Pour isala, l'un de nos défis consiste à trouver un hébergement décent ou d'urgence pour les personnes qui font appel à nous. Par exemple, en 2015, R. nous contacte en urgence. Elle est en Belgique depuis 10 jours, a gagné 3000 euros, mais il ne lui reste plus que 80 euros (le reste ayant été pris par le proxénète) qu'elle utilise pour s'enfermer dans une chambre d'hôtel et échapper au proxénète et aux autres personnes qui l'ont amenée en Belgique. Elle appelle isala et nous venons la chercher. Nous devons lui trouver un hébergement d'urgence, pour 3 nuits, et tous les centres sont pleins. C'est grâce à un contact que nous pouvons la loger, avant qu'elle ne rentre en Roumanie, après avoir porté plainte contre le proxénète. Cet exemple montre la difficulté que nous rencontrons, en tant qu'association, pour accéder à des places en centre. Cette difficulté est évidemment encore plus importante pour une femme qui cherche par elle-même un hébergement d'urgence, pour sortir de la prostitution ou souffler un peu.

Nous avons rencontré G. en fin d'année dernière, à Yser : le visage complètement tuméfié, caché sous du maquillage, elle a l'air effrayée et ne veut pas nous parler. Nous comprenons qu'elle dort dans la rue. Nous signalons son cas à la Brigade des mœurs, qui la connaît déjà et nous explique qu'elle est sous contrôle très serré d'un proxénète violent. Quelques jours plus tard, la Brigade nous rappelle pour nous annoncer qu'ils/elles ont arrêté le proxénète en question. Nous ne savons pas ce qu'il va advenir de G., que nous n'avons pas revue, et qui n'avait aucun logement concret à Bruxelles.

Nous avons accompagné pendant plusieurs mois M., qui a eu beaucoup de domiciles différents, de la rue à des appartements, en passant par des contacts. Elle avait fait la demande d'un logement social, demande qui lui avait été refusée par le CPAS. Elle a donc fait appel de la décision, accompagnée par une de nos bénévoles. Quand le médiateur a compris que M. devait se prostituer pour survivre, il a tout de suite obligé le CPAS à lui donner accès à un logement social. Malheureusement, le fils de M. est arrivé en Belgique, et a commencé à la frapper, à lui voler son argent, à lui prendre ses clés, ce qui a conduit M. à dormir dans la rue et à devoir se prostituer de nouveau pour survivre. Nous avons trouvé pour

elle une chambre dans un home, mais elle a eu peur d'y aller, ce qui montre aussi comment la prostitution et l'isolement peuvent déboussoler complètement les personnes. Le fils de M. a finalement été arrêté par la police pour proxénétisme, ce qui a permis à M. de retrouver son logement.

De manière générale, les personnes en situation de prostitution sont confrontées sans cesse au problème du logement : soit parce qu'elles n'ont pas de lieu fixe, et doivent changer souvent, ou craignent d'être expulsées si on les trouve. Soit parce qu'elles doivent payer des loyers parfois exorbitants et sont donc contraintes de continuer la prostitution, alors même qu'elles voudraient en sortir. La précarité du logement est une constante pour les personnes prostituées, et renforce leur dépendance à la prostitution pour survivre, alors même que vivre en situation de prostitution ne permet pas d'accéder à un logement décent. Par exemple, les femmes qui sont rue d'Aerschot doivent payer 250 euros par jour pour avoir le droit d'être dans la vitrine, donc 7 500 euros par mois, et cela en plus de leur loyer. Elles doivent subir plus de 150 clients avant même de toucher leur premier euro pour elles, et cet argent va aller directement dans le loyer et les nécessités de base (nourriture, factures). Cette réalité montre que l'argent gagné facilement dans la prostitution est un mythe, et que le logement est un enjeu majeur pour les personnes prostituées.

Une fois de plus, les politiques publiques que nous choisissons par rapport à la prostitution ont un impact direct sur les personnes. Tant que la prostitution est considérée comme un choix, un « mal nécessaire » ou « le plus vieux métier du monde », il n'y aura pas de structure d'aide pour les personnes prostituées pour le logement et pour l'insertion professionnelle, et elles ne pourront donc pas sortir du système si elles le souhaitent.

Si nous sommes choqué.e.s de savoir que des femmes sans-abri doivent recourir à la prostitution pour survivre alors que ce n'est pas le cas des hommes sans-abri, alors nous devons admettre que, pour toutes les femmes, la prostitution est une violence et un obstacle à l'égalité femmes-hommes. Il faut donc des politiques abolitionnistes pour soutenir toutes les femmes, y compris celles qui doivent dormir dans la rue, et s'attaquer au business qu'est le système prostitueuse en responsabilisant ceux qui ont le pouvoir d'exploiter, à savoir les proxénètes, les trafiquants et les clients. ■

-
- 1 www.isalaasbl.be
 - 2 https://www.mungos.org/wp-content/uploads/2017/07/2016-Home-Affairs-Committee_Prostitution-Inquiry.pdf
 - 3 <http://www.feantsa.org/en/feantsa-position/2016/06/03/feantsa-position-homelessness-and-violence-against-women-addressing-the-link-and-responding-effectively?bcParent=27>
 - 4 <http://www.post-gazette.com/news/health/2015/08/18/Homeless-women-find-sexual-violence-part-of-life-on-the-street/stories/201507130149>
 - 5 http://www.simon.ie/Women_Homelessness_and_Service_Provision/#/1/
 - 6 http://www.feantsa.org/download/vaw_background_paper_final507550159640577037.pdf
 - 7 <https://www.kbs-frb.be/fr/Activities/Publications/2016/20161206ND>
 - 8 https://www.francetvinfo.fr/societe/droits-des-femmes/j-ai-ete-violee-70-fois-en-17-ans-de-rue-le-grand-tabou-des-agressions-sexuelles-sur-les-femmes-sdf_2345935.html
 - 9 <https://www.simon.ie/Portals/1/Reports/The%20Simon%20Community%20Women%20and%20Homelessness.pdf>
 - 10 <http://stopaudeni.com/dissociation-traumatique>
 - 11 https://www.mungos.org/wp-content/uploads/2017/07/2016-Home-Affairs-Committee_Prostitution-Inquiry.pdf
 - 12 https://www.unicef.fr/sites/default/files/atoms/files/ni-sains-ni-saufs_mna_france_2016_0.pdf
 - 13 http://www.mondefemmes.be/genre-developpement-outils_theories-analyse_faucus-genre_perspective-de-genre-dans-la-lutte-contre-les-violences.htm
 - 14 Idem.
 - 15 <http://invs.santepubliquefrance.fr/Espace-presse/Communiqués-de-presse/2013/Precarite-et-prostitution-resultats-de-l-etude-ProSante>
-



*Intervention de Pierrette Pape.
Colloque Femmes avec ou sans toit. Journée 1:
Sans-abrisme et féminisme. Jeudi 22 mars 2018.*

*Intervention de Pierrette Pape.
Colloque Femmes avec ou sans toit. Journée 1:
Sans-abrisme et féminisme. Jeudi 22 mars 2018.
De g. à dr.: Barbara Rondiat, Pierrette Pape, Isis
Klasen et Martine Vanderkam.*

